

Callac : en refusant le referendum, le maire bafoue la démocratie



Comité d'Organisation contre le Projet « Horizon » de Callac

Callac : en refusant le referendum, le maire bafoue la démocratie

Lionel Jospin reconnaissait sur France Culture le 29 septembre 2007 que « *l'anti-fascisme n'était que du théâtre* ». L'objectif était de discréditer, avec le terme « fasciste », les opposants à la politique menée par la gauche, les bien-pensants et même la droite qui se qualifie de « républicaine ». Alors qu'aucun fascisme ne menaçait la France.

Il en est toujours de même aujourd'hui, notamment à Callac, petit village breton de 2200 habitants qui est le laboratoire de la « *transition démographique* » voulue par Macron qui entend déposer une loi début 2023 afin d'officialiser

l'arrivée massive d'immigrés dans les campagnes, avec l'aide de multiples associations et Fondations.

Le même « théâtre » joue toujours la même pièce et les opposants au projet de Callac y sont encore qualifiés de « fascistes ».

Callac était un petit village qui se dépeuplait depuis des années du fait du refus des autorités, régionales, départementales et même municipales, de venir en aide aux plus démunis ainsi qu'aux jeunes durement frappés par un chômage de 18 %, soit plus du double du chiffre national, car « *il n'y a pas d'argent* ».

La fondation « Merci » d'une riche bobo parisienne – Mme Cohen – a eu la brillante idée de faire venir des immigrés africains, dans le cadre du projet « Horizon » afin de « repeupler » Callac aujourd'hui, et de nombreuses autres localités demain.

Et là, miracle, il y a des millions d'euros disponibles, pour réaliser ce projet.

En clair, tout ce qu'on refuse aux habitants de Callac va être accordé à des gens venant de l'autre bout de la terre.

Pour la population de ce village, c'est injuste et inacceptable.

De plus, les villes, grandes, moyennes et même petites vivent aujourd'hui un enfer lié à l'arrivée massive de populations provenant notamment du continent africain, dont les us et coutumes ainsi que leur religion – la plupart du temps musulmane – sont radicalement différents des nôtres.

Or, ces populations, qui ont le droit d'être différentes du peuple français, ne veulent pas s'intégrer et encore moins s'assimiler. Il se constitue donc en parallèle, une société différente, source d'un nombre de conflits de plus en plus grand (voile, mosquées, non respect de nos Lois, etc.), auquel il convient d'ajouter une explosion de la délinquance liée à cette immigration incontrôlée, ce que le ministre de

l'Intérieur lui-même reconnaît.

Les habitants de Callac savent cela et n'ont pas envie de connaître ni de vivre un enfer identique.

En conséquence, ils s'opposent au projet Horizon. Des centaines de signatures d'habitants ont été récoltées par l'association « Les amis de Callac et ses environs », qui mène le combat contre ce projet.

Une adjointe au maire, opposée au projet Horizon, a également démissionné.

Quant au maire de la ville, un homme se réclamant de la « gauche » et des « valeurs de la République », il donne un triste exemple de ce qu'est la démocratie selon lui.

Le projet Horizon n'était pas dans son programme électoral. Il n'est donc aucunement fondé à le sortir de son chapeau comme un prestidigitateur et vouloir l'imposer à ses administrés.

Mais lorsque les Callacois demandent un referendum pour valider ou non ce projet, le maire répond en public sur le marché : *« Je ne ferai pas de référendum car je sais que 80 % de la population est contre. »*

Pour obliger ce maire à respecter la démocratie, une première manifestation devant le mairie a été organisée le 17 septembre dernier. Malheureusement, ce maire persiste à faire la sourde oreille et entend passer en force, contre l'avis de ses administrés.

En conséquence, le comité d'Organisation a décidé de hausser le ton et appelle à une nouvelle manifestation devant le mairie, le Samedi 5 novembre 2022 à 14 H 30, afin que la démocratie soit respectée à Callac. Le maire doit retirer son projet (qui n'était pas dans son programme électoral) ou le soumettre à referendum.

De nombreuses personnalités seront présentes, notamment Gilbert Collard (Président d'Alternative France).

Bernard GERMAIN (Porte-parole du Comité d'Organisation)